Julie Soleil Archambault

La fièvre des téléphones portables : un chapitre de la "success story" mozambicaine ?

Cet article analyse les relations entre la présumée *success story* du Mozambique et la prolifération, ces dernières années, de la téléphonie mobile. Celle-ci est considérée ici comme un révélateur de la dynamique des transformations en cours dans le pays, en particulier les disparités croissantes et les mutations dans les modes d'accumulation et de redistribution de la richesse. En s'appuyant sur des recherches menées à Inhambane, dans le sud du Mozambique, il s'agit d'examiner quelques-unes des incidences des télécommunications sur la socialité et de démontrer que les pratiques de téléphonie mobile non seulement reflètent et reproduisent les hiérarchies sociales, mais participent également à la négociation des inégalités [1].

Un hebdomadaire mozambicain titrait récemment : « Quand la préoccupation du pays n'est plus seulement celle du "ventre". La population ne réclame plus des vêtements, des chaussures, des écoles, des hôpitaux ou l'accès à l'eau. Désormais, les gens veulent des téléphones portables, des téléviseurs et Internet [2] ». Ce titre suggère que le Mozambique est traversé par une mutation profonde. En effet, environ 20 % des habitants seraient abonnés au téléphone portable. L'expansion rapide de cette technologie dans tout le pays est l'un des signes les plus tangibles de sa croissance économique. Plusieurs études ont pourtant montré que la mise en œuvre de l'ajustement structurel, le désengagement de l'État, la démocratie multipartite et la libéralisation économique se sont traduits par une pauvreté croissante, exacerbée par des catastrophes naturelles récurrentes, et ont précarisé les Mozambicains. Dans leur majorité, les rapports concluent que seuls quelques individus ont tiré parti de la

1. Je remercie le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), le Overseas Research Students Awards Scheme (Orsas) ainsi que le Central Research Fund (Université de Londres) pour le financement de la recherche doctorale dont cet article est issu. Je tiens aussi à remercier les évaluateurs pour leurs précieux commentaires.
2. J. Rungo, « População mostra maturidade e as autoridades vão a reboque », *Domingo*, 8 juillet 2007, p. 4-5.

présumée *success story* du Mozambique[3]. « Mais alors comment les autres ont-ils fait pour se procurer un téléphone portable ?», pourrait-on être tenté de se demander.

> « Beaucoup de jeunes ayant des téléphones dernier cri dorment à même le sol. Si les maisons étaient en verre, ces jeunes se seraient acheté un lit depuis longtemps. »

Ce commentaire d'un jeune mozambicain, recueilli par l'auteure, illustre certaines des contradictions révélées et exacerbées par la récente prolifération des téléphones portables. Actuellement, l'Afrique est le continent sur lequel le taux de pénétration de cette technologie augmente le plus rapidement[4]. Pour beaucoup d'observateurs, la diffusion des téléphones portables dans des régions plus connues pour leurs problèmes socio-économiques constitue une énigme. La tendance, suite à une augmentation de revenu, à la croissance des dépenses liées au téléphone plus qu'aux autres catégories de biens de consommation intrigue également[5]. Pour d'autres, la téléphonie mobile et plus largement les technologies de l'information et de la communication (TIC) pourraient en réalité contribuer à « sauver » l'Afrique[6] grâce à leur impact potentiel sur le renforcement des politiques de développement et l'accès aux « informations utiles » en matière d'affaires, d'éducation, de santé et d'autres enjeux de gouvernance[7]. Selon cette perspective, l'accès universel constituerait non seulement un objectif, mais aussi une solution aux nombreux problèmes du continent[8]. Un récent reportage de CNN concluait ainsi audacieusement : « le téléphone portable [en Afrique] n'est pas un luxe. Il a sans aucun doute

3. J. Hanlon, « Is Poverty Decreasing in Mozambique ? », conférence inaugurale de l'*Instituto de Estudos Sociais e Económicos*, Maputo, 19 septembre 2007 ; M. Newitt, « Mozambique », *in* P. Chabal (dir.), *A History of Postcolonial Lusophone Africa*, Londres, Hurst, 2002, p. 185-235 ; J. Pfeiffer, « African Independent Churches in Mozambique : Healing the Afflictions of Inequality », *Medical Anthropology Quarterly*, vol. 16, n° 2, 2002, p. 176-199.

4. M. Castells, M. Fernández-Ardèvol, J. L. Qiu et A. Sey, *Mobile Communication and Society*, Cambridge, MIT Press, 2007, p. 29.

5. S. Corbett, « Can the Cellphone Help End Global Poverty ? », *The New York Times*, 13 avril 2008, p. 4.

6. R. Butler, « Cell Phones May Help "Save" Africa », *mongabay.com*, 11 juillet 2005.

7. D. Slater et J. Kwami, *Embeddedness and Escape. Internet and Mobile Use as Poverty Reduction Strategies in Ghana,* Londres, ISR Group, 2005. Voir également J. Donner, « Research Approaches to Mobile Use in the Developing World. A Review of the Literature », *The Information Society*, vol. 24, 2008, p. 140-159.

8. Voir par exemple le discours de bienvenue du Secrétaire général de l'Union internationale de télécommunication (UIT) lors du Forum 2008 dans lequel il déclarait que « pour atteindre les objectifs [de l'UIT], les conditions essentielles doivent être créées pour des régions [telles l'Afrique, *ndlr*] où l'élimination du fossé numérique serait un catalyseur du développement ». Voir H. I. Touré, « Welcome address », allocution au Forum 2008 de l'UIT, Le Caire, 12-15 mai 2008.

amélioré […] la qualité de vie des gens sur l'ensemble du continent et continue de le faire[9] ».

L'appropriation locale des technologies dépend en fait des spécificités du contexte socio-historique[10]. Comme l'atteste un nombre croissant de recherches ethnographiques sur l'usage des téléphones portables, le lien établi entre les TIC et le développement relève souvent davantage du vœu pieux que de constats empiriques. Dans leur étude sur l'utilisation du portable chez les Jamaïcains à faibles revenus, Heather Horst et Daniel Miller ont été les premiers à récuser l'équation « TIC = développement », en démontrant que si cet usage avait indéniablement contribué à la réduction de la pauvreté en facilitant les stratégies d'adaptation, les Jamaïcains n'utilisaient qu'occasionnellement leur téléphone pour mener des activités génératrices de revenus[11]. Dans la même perspective, Don Slater et Janet Kwami ont démontré que les téléphones portables sont utilisés au Ghana pour des communications de tous les jours plutôt qu'aux fins d'accéder à des informations dites utiles[12]. Plus récemment, dans le cas de commerçants tanzaniens, Thomas Molony a mis en évidence le fait que les téléphones portables étaient utilisés à des fins sans lien avec le développement[13]. Mes recherches à Inhambane, dans le sud du Mozambique, ont à plusieurs égards abouti à des conclusions similaires.

Cet article s'intéresse d'une part à quelques-unes des incidences de la téléphonie mobile sur la socialité et, d'autre part, à la négociation des hiérarchies sociales à laquelle elle donne lieu, dans un contexte d'après-guerre et post-socialiste. J'espère ainsi éclairer la dynamique des transformations en cours dans le pays, notamment l'accroissement des disparités ainsi que l'évolution des modes de redistribution et d'accumulation de la richesse, en soutenant l'idée selon laquelle les usages du téléphone portable non seulement reflètent et reproduisent les hiérarchies sociales, mais participent également à la

9. CNN, « Cell Phones in Africa », 8 mars 2008.
10. J. Do-Nascimento, « Jalons pour une théorie de l'appropriation des NTIC en Afrique », *in* J.-J. Gabas (dir.), *Société numérique et développement en Afrique. Usages et politiques publiques*, Paris, Karthala, 2005, p. 229-254 ; H. P. Hahn et L. Kibora, « The Domestication of the Mobile Phone. Oral Society and New ICT in Burkina Faso », *Journal of Modern African Studies*, 2008, vol. 46, n° 1, p. 87-109 ; J. Parry et M. Bloch, « Introduction », *in* J. Parry et M. Bloch (dir.), *Money and the Morality of Exchange*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 1-32 ; R. Silverstone, E. Hirsch et D. Morley, « Information and Communication Technologies and the Moral Economy of the Household », *in* R. Silverstone et E. Hirsch (dir.), *Consuming Technologies. Media and Information in Domestic Space*, Londres, Routledge, 1992, p. 15-31 ; M. E. de Bruijn, F. Nyamnjoh et I. Brinkman (dir.), *Mobile Phones. The New Talking Drums of Everyday Africa*, Leiden, Langaa Publishers, 2009.
11. H. Horst et D. Miller, *The Cell Phone. An Anthropology of Communication*, Oxford, Berg, 2006.
12. D. Slater et J. Kwami, *Embeddedness and Escape…*, *op. cit.*
13. T. Molony, « Nondevelopmental Uses of Mobile Communication in Tanzania », *in* J. E. Katz (dir.), *Handbook of Mobile Communication Studies*, Cambridge, MIT Press, 2008, p. 339-351.

négociation des inégalités. Plus précisément, il s'agit de rendre compte de la manière dont la téléphonie mobile contribue à articuler et renforcer les réseaux préexistants de redistribution, tout en facilitant également la consolidation et la gestion de réseaux fondés sur des relations intimes. Je montrerai que la communication par téléphone mobile améliore la qualité de vie de nombreuses personnes, même si cela se fait souvent de manière inattendue et controversée, mais qu'en rendant la redistribution plus simple, elle alourdit le fardeau économique de ceux qui distribuent. Fruit d'un travail de terrain de dix-huit mois mené entre 2006 et 2008, cet article se concentre sur les pratiques téléphoniques de jeunes adultes d'Inhambane, ville caractéristique d'une remarquable pénétration du téléphone portable. Le choix de se centrer sur les pratiques téléphoniques de jeunes adultes tient au fait qu'ils sont les principaux utilisateurs de téléphones à Inhambane (71 % des élèves de Terminale à Inhambane étaient propriétaires d'un téléphone portable en 2007 [14]), mais aussi une population-clé dans les transformations des modes de relations intimes et des dynamiques familiales. Leur point de vue donne ainsi un aperçu intéressant des implications sociales de l'évolution des modes d'accès aux ressources.

Inhambane dans la "success story" mozambicaine

Inhambane est une petite capitale provinciale d'un peu plus de 57 000 habitants [15] située sur une baie bordée de palmiers dans le sud du Mozambique. Pendant la guerre civile, Inhambane est restée un fief du Frelimo, comme une grande partie du sud. L'arrière-pays a néanmoins été soumis à des affrontements répétés entre forces gouvernementales et Renamo, le plus impressionnant étant le massacre d'Homoine [16]. Vers le milieu des années 1980, alors que la guerre faisait rage dans les campagnes, la plupart des villageois, en quête de

14. Le sondage a été réalisé en 2007 auprès d'un échantillon de 320 élèves de Terminale (leur âge moyen étant de 20 ans) dans trois lycées d'Inhambane. L'article s'appuie également sur des données collectées dans le cadre d'une observation participante effectuée lors d'un séjour de dix-sept mois dans un quartier moyen d'Inhambane. Ce séjour m'a permis de nouer des relations étroites avec plusieurs jeunes adultes. J'ai en outre réalisé des entretiens approfondis avec 46 jeunes hommes et femmes âgés de 19 à 29 ans aussi bien sur les rapports interpersonnels que sur les stratégies de survie et sur la façon dont ces thèmes sont liés aux usages du téléphone portable. Enfin, j'ai interrogé plusieurs autres acteurs-clés engagés à divers titres dans des enjeux relationnels, notamment dix parents de certains de mes interlocuteurs.

15. Données de 2006. Inhambane est aussi le nom de la province.

16. D. Cammack, « The "Human Face" of Destabilization. The War in Mozambique », *Review of African Political Economy*, vol. 14, nº 40, 1987, p. 65-75.

protection, ont fui les zones rurales pour s'installer dans les centres urbains. Même les chefs-lieux de district étaient devenus moins sûrs et beaucoup furent forcés de fuir, souvent pour la deuxième ou troisième fois, vers de plus grandes villes comme Inhambane [17]. Suite à la résolution du conflit en 1992, certains sont retournés dans leur localité d'origine tandis que plusieurs ont choisi de rester. Ma recherche a été menée en grande partie dans les zones périurbaines d'Inhambane, qui abritent la plupart des personnes déplacées du fait de la guerre. Les maisons sont le plus souvent construites à partir d'un mélange de feuilles de palmiers tressées et de roseaux tissés et, dans leur grande majorité, les ménages dépendent de l'agriculture urbaine, du petit commerce et des réseaux sociaux pour accroître leurs maigres revenus. Beaucoup sont néanmoins confrontés périodiquement à des problèmes de subsistance alimentaire. Malgré leur forte densité, ces zones ne se distinguent ni par le dynamisme ni par l'anonymat habituellement associés à la vie urbaine. Les résidents se plaignent d'ailleurs souvent du manque d'activités : à Inhambane, « *não há saída* » (litt. : « pas de sortie »). Ils font ainsi allusion à la situation de cul-de-sac géographique de la ville qui a été construite sur une presqu'île, mais aussi à l'absence d'opportunités économiques.

Un certain nombre des jeunes adultes que j'ai interrogés vivent de manière autonome mais, dans leur majorité, ils résident encore chez leurs parents (fréquemment dans des familles monoparentales dirigées par des femmes). Peu de jeunes femmes de vingt ans ne sont pas mères de famille, tandis que beaucoup de leurs pairs masculins réussissent à retarder la paternité. Ces derniers justifient leur décision par le manque de stabilité financière ainsi que par leur désir de poursuivre leurs études. L'assiduité aux cours au niveau du secondaire a considérablement augmenté ces dernières années [18] et la plupart des jeunes rencontrés lors de mon enquête prennent leur scolarité à cœur malgré les sombres perspectives ouvertes par la détention d'un diplôme. Quelques enquêtés ont pour source de revenu une activité régulière mais la plupart n'ont pas la possibilité d'accéder à un emploi formel, ni de créer leur propre négoce. D'ailleurs, parmi les nouveaux bacheliers, plusieurs ne font « rien ». Tous, pourtant, aspirent à peu près au même mode de vie, dans lequel

17. À Xai-Xai, la capitale de la province de Gaza, au sud d'Inhambane, une étude récente a montré que seulement 25 % des personnes interrogées sont nées dans la ville. Voir I. Macamo Raimundo, « From Civil War to Floods. Implications for Internal Migration in Gaza Province of Mozambique », *in* E. Salvado Macamo (dir.), *Negotiating Modernity*, Dakar, Codesria, 2005, p. 160. Il n'y a pas de données pour la ville d'Inhambane.

18. Dans la province d'Inhambane, l'inscription dans le secondaire connaît une hausse remarquable, passant de 7 504 élèves en 2000 à 22 150 en 2005. Voir Direction provinciale de l'éducation, *Rapport annuel*, Maxixe, 2007.

l'accès aux biens de consommation modernes figure en bonne place. Pour la plupart, la propriété d'un téléphone portable leur offre leur première expérience de télécommunication [19].

Âgés de 19 à 29 ans, les jeunes interrogés sont nés dans un contexte de guerre et, à l'image de leurs parents qui avaient connu l'euphorie post-indépendance [20], ils aspirent à un nouveau départ à la faveur de la consolidation de la paix et du développement d'un capitalisme naissant. Suite à l'abandon du socialisme et à la résolution du conflit armé, les habitudes de consommation ont subi des bouleversements profonds. Depuis la signature des accords de paix de 1992, le pays a battu tous les records en termes de croissance économique. D'abord classé parmi les pays les plus pauvres de la planète, il est désormais présenté comme une réussite africaine. En 2007 par exemple, la Banque mondiale saluait le rythme de la croissance mozambicaine, qualifié de « fulgurant [21] ». Dans le même sens, un rapport publié en 2006 soulignait que le Mozambique avait connu une réduction de la pauvreté, que le développement avait bénéficié aux populations pauvres et que toutes les couches de la société avaient vu croître leur pouvoir d'achat entre 1996 et 2003 [22]. De fait, à Inhambane, un nombre croissant des ménages a accès à l'électricité et à l'eau potable, et les maisons en ciment fleurissent. Les signes habituels du progrès économique sont également de plus en plus perceptibles. Dans le centre-ville, les vitrines des commerces étalent des articles de mode d'origine sud-africaine, des boissons alcoolisées importées et des téléphones portables dernier cri. Les comptoirs du marché central sont pleins à craquer de fruits et légumes importés d'Afrique du Sud. Cependant, le commerce est de plus en plus orienté vers les expatriés et les touristes, les commerçants proposant leurs produits à des prix exorbitants, largement au-delà des moyens de la majorité de la population.

L'industrie touristique en plein essor participe aussi aux transformations du paysage économique. Depuis 2000, la zone côtière d'Inhambane est devenue l'une des premières destinations touristiques du pays. La magnifique côte d'Inhambane ainsi que sa proximité de Maputo, la capitale, et de la frontière sud-africaine [23] en font une destination de plus en plus prisée, surtout

19. Voir B. Orlove, « Time, Society, and the Course of New Technologies », *Current Anthropology*, vol. 46, nº 5, 2005, p. 699-700.
20. A. Isaacman, *A Luta Continua. Creating a New Society in Mozambique*, Binghamton, State University of New York, 1978.
21. Cité dans J. Hanlon, « Is Poverty Decreasing… », art. cit., p. 1.
22. C. Arndt, R. C. James et K. R. Simler, « Has Economic Growth in Mozambique Been Pro-poor? », *Journal of Southern African Economies*, vol. 15, nº 4, 2006, p. 571-602.
23. Inhambane est située à 492 km de Maputo et presque tout le tronçon qui relie les deux villes a été réhabilité.

pendant les périodes de vacances sud-africaines. Selon la Direction provinciale du tourisme d'Inhambane, 10 000 touristes ont visité la province d'Inhambane au cours des vacances de fin d'année de 2007. Comme ailleurs, toutefois, l'industrie du tourisme ne profite qu'à une poignée de privilégiés. La plupart des propriétaires de centres hôteliers sont de nationalité sud-africaine, et les paiements sont souvent versés directement sur des comptes domiciliés en Afrique du Sud. En outre, la plupart des aménagements sur les plages d'Inhambane sont des chalets de vacances destinés aux Sud-Africains qui viennent souvent au Mozambique avec le nécessaire en termes alimentaires. En conséquence, le tourisme ne contribue qu'indirectement à l'économie locale. De plus, la ville en elle-même n'attire pas beaucoup de touristes puisque ceux-ci préfèrent les plages environnantes, situées à environ 25 kilomètres d'Inhambane. L'apport de l'industrie touristique se mesure toutefois à l'aune de la mise à disposition de biens parmi les jeunes de la ville, comme les nouveaux téléphones portables qui proviennent notamment du vol de touristes imprudents.

L'idée que la croissance économique du Mozambique s'est traduite par l'amélioration de la qualité de vie de ses citoyens est relativement discutable. En effet, l'insécurité économique frappe la majorité de la population et on assiste à une hausse du pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Le taux de personnes vivant en zone urbaine ayant signalé une détérioration de leurs conditions de vie ces dernières années est révélateur : 38 %[24]. Plusieurs des habitants d'Inhambane que j'ai rencontrés émettent clairement des réserves sur la réussite de leur pays. J'ai souvent entendu des enquêtés dénoncer en particulier une aggravation des disparités et une accentuation de leurs difficultés économiques. Ana, âgée d'une cinquantaine d'années et mère de cinq enfants, explique ainsi :

> « La vie est plus difficile aujourd'hui qu'elle ne l'était dans mon enfance. Avant, il y avait de l'argent mais pas de marchandises. Nous n'avions rien à manger, mais c'était plus égalitaire ».

Elle évoque ensuite la nature cyclique de la bonne fortune en ajoutant :

> « Maintenant, c'est le contraire, il y a beaucoup de nourriture mais pas d'argent pour en acheter. Maintenant, nous mangeons juste par l'odeur, l'odeur de la nourriture que cuisine le voisin[25] ».

24. Selon ce sondage, 37 % des enquêtés disent que leurs conditions de vie n'ont pas changé et 25 % soutiennent qu'ils vivaient mieux auparavant. Les données urbaines s'avèrent très proches de celles collectées dans les zones rurales. Voir J. Hanlon, « Is Poverty Decreasing… », art. cit., p. 7.
25. Entretien avec Ana, habitante d'Inhambane, 30 août 2007. Les prénoms ont été changés pour préserver l'anonymat des enquêtés.

Ana parle ainsi au nom de ceux pour qui le fossé des inégalités continue à s'élargir. Même dans les rapports les plus optimistes, notamment celui suscité, Inhambane est désignée comme la province ayant le taux le plus élevé de personnes pauvres, le pouvoir d'achat le plus faible et un niveau d'inégalité supérieur à la moyenne nationale[26]. La ville figurait aussi parmi les deux provinces ayant connu une baisse du niveau de consommation entre 1996 et 2003[27].

La position d'Ana est partagée par d'autres jeunes habitants qui expriment également la nostalgie « du temps de Samora » (appellation populaire de l'époque socialiste, Samora Machel était le premier président du Mozambique indépendant). Certains évoquent un passé colonial mythique qu'ils n'ont eux-mêmes jamais connu. Tout comme celui de l'ère socialiste, le souvenir de la période coloniale renvoie à l'ordre. Beaucoup croient vivre dans des conditions plus défavorables que les générations précédentes[28]. Comme leurs parents avant eux, les jeunes sont confrontés à une dure réalité (quoique nettement moins brutale). Les rêves sont brisés et les promesses de l'État ne sont pas tenues. La « paix » rend l'injustice, les abus et le manque d'opportunités d'autant plus insupportables. Ces contradictions, qu'Achille Mbembe et Janet Roitman désignent sous le terme d'« incohésions[29] », sont en effet vécues de manière particulièrement douloureuse dans un contexte d'après-guerre qu'on espérait plus prometteur. Le nœud du problème réside dans le fait que, plus de quinze ans après la signature des accords de paix, seuls quelques-uns ont bénéficié des retombées de l'économie de l'après-guerre.

Dans ce contexte, le téléphone portable joue le rôle de symbole de différenciation sociale et constitue une sorte « d'arme de l'exclusion[30] », qui distingue les « possédants » des « non-possédants[31] ». Avec la hausse ininterrompue du nombre de ses détenteurs, le portable est à la fois une source de capital symbolique et un outil indispensable de communication permettant de naviguer

26. C. Arndt, « Has economic growth… », art. cit., p. 584.
27. *Ibid*., p. 593.
28. Voir aussi J. Sumich, « Politics after the Time of Hunger in Mozambique. A Critique of Neopatrimonial Interpretation of African Elites », *Journal of Southern African Studies*, 2008, vol. 34, n° 1, p. 122.
29. A. Mbembe et J. Roitman, « Figures of the Subject in Times of Crisis », *Public Culture*, 1995, vol. 7, n° 2, p. 338-340.
30. M. Douglas et B. Isherwood, *The World of Goods. Towards an Anthropology of Consumption*, Londres, Routledge, 1979, p. 95.
31. Voir aussi J.-A. Dibakana, « Usages sociaux du téléphone portable et autres sociabilités au Congo », *Politique africaine*, n° 85, mars 2002, p. 135-150.

dans un milieu socio-économique incertain[32]. En d'autres termes, la possession d'un téléphone portable témoigne des disparités socio-économiques tout en constituant un enjeu décisif dans la négociation des inégalités. En effet, beaucoup trouvent dans leur téléphone un véritable allié permettant de *desarascar*. Le terme *desarascar*, proche du français « se débrouiller », renvoie à des habiletés créatives personnelles mobilisées dans la résolution de problèmes, et souvent au recours à des moyens peu orthodoxes[33]. L'usage du téléphone portable par les jeunes d'Inhambane est surtout stratégique. Ils l'utilisent comme un moyen d'atteindre des buts très divers, allant de l'acquisition d'un nouveau statut à l'obtention d'avantages matériels plus tangibles tels l'accès au sexe, à l'argent, au crédit de communications, etc.[34] Je me propose de rendre compte de la manière dont le téléphone portable a été transformé en outil de redistribution et d'examiner dans ce sens le rôle de la téléphonie mobile dans la circulation des ressources entre « ceux qui [en] ont » (*os que tem*) et « ceux qui [en] demandent » (*que os pedem*).

Le paysage de la téléphonie mobile au Mozambique et ses usages

Au Mozambique comme partout en Afrique subsaharienne, les infrastructures des lignes téléphoniques fixes restent peu développées. À ce titre, le téléphone portable n'est pas simplement le meilleur moyen de télécommunication, mais le seul qui rend possible les échanges téléphoniques. La téléphonie mobile offre donc des possibilités inédites. Lorsque mCel[35], entreprise publique et premier fournisseur de téléphonie mobile du Mozambique, a lancé ses activités dans le pays en 1997, le réseau couvert était limité à Maputo. Ce n'est qu'à partir de 2000, lorsque le service prépayé est lancé et le réseau élargi, que l'usage du téléphone portable connaît un véritable envol. Suite à l'adoption de la loi sur les télécommunications de 1999 qui ouvre la voie au processus de déréglementation, Vodacom, l'une des principales

32. Voir H. E. Vigh, « Social Death and Violent Life Chances », *in* C. Christiansen, M. Utas et H. E. Vigh (dir.), *Navigating Youth, Generating Adulthood. Social Becoming in an African Context*, Uppsala, Nordic African Institute, 2006, p. 31-60.
33. *Ibid*.
34. Dans certains cas, les expériences téléphoniques et les discours à ce sujet sont plus proches d'une « sociabilité désintéressée ». Voir C. de Gournay, « Pretence of Intimacy in France », *in* J. E. Katz et M. Aakhus (dir.), *Perpetual Contact. Mobile Communication, Private Talk, Public Performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 204-205.
35. L'entreprise fut d'abord créée sous le nom de *Telecommunicações Moveis de Moçambique* (TMM).

sociétés sud-africaines de télécommunication, répond à un appel d'offres et lance ses activités au Mozambique fin 2003[36]. En 2009, Vodacom gagne du terrain auprès d'une clientèle actuellement estimée à plus d'un million d'utilisateurs, tandis que mCel reste le principal opérateur avec plus de trois millions de clients[37]. Il y a donc environ 4,2 millions d'utilisateurs de téléphone portable au Mozambique, ce qui représente, sur une population de 21 millions d'habitants[38], un taux de pénétration d'environ 20 %[39]. Les chiffres sont encore plus frappants si on se réfère à des segments spécifiques de la population et révèlent un important fossé entre villes et campagnes. La majorité de la population mozambicaine vit en effet dans les zones rurales, où les insuffisances infrastructurelles et l'étendue des difficultés économiques empêchent ou tout du moins retardent considérablement la pénétration des téléphones portables. Le territoire se trouve ainsi traversé par une « fracture numérique interne[40] ».

La visibilité des deux opérateurs téléphoniques du Mozambique dans l'espace urbain témoigne de l'ampleur prise par la téléphonie mobile dans le pays. Fin 2006, les deux opérateurs ont entrepris une campagne de publicité colossale au cours de laquelle les façades des magasins et des bars, tout comme les murs en décomposition et ceux des bâtiments vétustes, ont été peints soit en jaune vif et turquoise (couleurs de mCel) soit en bleu, blanc et rouge (couleurs de Vodacom). À Inhambane, environ un quart des bâtiments de la ville ont été repeints, certains sans doute pour la première fois depuis l'époque coloniale, avec un impact visuel considérable. Les deux opérateurs parrainent également la plupart des grands événements, concerts et émissions télévisées. Cette publicité semble paradoxalement ne pas viser la conquête de

36. Vodacom est une filiale de Telkom et Vodafone (Royaume-Uni) présente dans plusieurs pays d'Afrique australe. Le président Armando Guebuza est devenu partenaire de Vodacom par le biais d'Intelec Holding, dont il est actionnaire. Cet évènement a coïncidé avec la déclaration faite par Vodacom dans laquelle la société se présentait comme « mozambicaine à 100 % ». Voir F. Carmona, « Guebuza na Vodacom », *Savana*, 9 mars 2007, p. 1-3 ; A. Greenberg et G. Sadowsky, *A Country ICT Survey for Mozambique*, Stockholm, Sida, 2006, p. 26.

37. Voir respectivement <www.vm.co.mz> et <www.mcel.co.mz>.

38. En 2007, la population du Mozambique s'élevait à 20 366 795 habitants. Voir <portaldogoverno.gov.mz>.

39. La pénétration de la téléphonie mobile est passée de 0,28 % en 2000 à 12,6 % en 2006, alors que la pénétration des lignes fixes n'était que de 0,39 % en 2007. Entretien avec Massingue Apala de l'Instituto Nacional das Comunicações de Moçambique, Autoridade Reguladora dos Sectores postal e telecommunicações, Maputo, 13 novembre 2007.

40. Voir O. Nielinger, *Information and Communication Technologies (ICT) for Development in Africa*, Francfort, Peter Lang, 2006, p. 21. 70 % des abonnés vivent à Maputo ; le reste se concentre dans les capitales des provinces telles Inhambane. Entretien avec Massingue Apala, *doc. cit.*

nouveaux clients. Le ton et le contenu donnent plutôt l'impression qu'il s'agit d'un message en direction d'une clientèle déjà acquise, renforçant ainsi l'idée que « tout le monde » utilise le téléphone portable.

En général, les clients de mCel ont été les premiers à acquérir un téléphone portable et une carte SIM, avant l'arrivée de Vodacom, c'est-à-dire à un moment où posséder un téléphone signifiait être à l'avant-garde dans ses habitudes de consommation. Un grand nombre de jeunes d'Inhambane sont devenus utilisateurs en 2004, au moment où Vodacom venait d'entrer sur le marché et offrait des services innovants et compétitifs. En effet, Vodacom a attiré tous ceux pour qui les 50 meticais (MTn – environ 1,50 euro en 2007) de recharge mCel étaient prohibitifs, en offrant des cartes de recharge à 20 MTn[41]. L'arrivée de Vodacom a ainsi apporté des changements significatifs dans le paysage de la téléphonie mobile au Mozambique. Depuis, une uniformisation de l'offre s'est opérée, au point que les deux opérateurs fournissent désormais des services sensiblement identiques. La seule exception notable, toutefois, réside dans les cartes SIM. Contrairement à celles de leur concurrent, les cartes SIM de Vodacom n'expirent jamais, même si l'utilisateur n'achète pas de crédit de communication. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'un certain nombre de jeunes choisissent Vodacom : étant donné leur insécurité financière, ils se savent incapables d'acheter des recharges de manière régulière. Un des avantages de la téléphonie mobile réside d'ailleurs dans le fait que, même sans crédit, on peut toujours communiquer.

Dans les sections suivantes, je me pencherai sur les différentes stratégies mises en œuvre par les jeunes pour utiliser gratuitement le téléphone portable. Celles-ci permettent de rendre compte du rôle du téléphone dans la redistribution au Mozambique.

L'usage gratuit du téléphone et l'essentiel de l'étiquette téléphonique

MCel et Vodacom offrent des moyens différents de communiquer gratuitement. Les clients peuvent envoyer jusqu'à dix messages « Veuillez me rappeler SVP » par jour. Ce sont des messages gratuits qui demandent au récepteur d'appeler l'expéditeur. On peut également envoyer des bips illimités, une pratique qui consiste à lancer un appel et à raccrocher avant que le récepteur ait décroché. « Veuillez me rappeler SVP » et bips peuvent revêtir

41. En comparaison, le salaire journalier d'un manœuvre oscillait alors entre 50 et 60 MTn.

des significations très différentes[42]. Dans les deux cas, la personne qui initie la communication ne paie pas de frais[43]. Il est aussi possible d'opérer des transferts gratuits de crédits de communication entre clients du même opérateur. Enfin, la réception d'appels et de messages est également gratuite.

Face à l'attrait et à la popularité de la communication par téléphone mobile, le fournisseur mozambicain de lignes fixes, Telecomunicações de Moçambique (TDM) a récemment tenté de rendre l'expérience du téléphone fixe plus proche de celle du portable grâce à un service prépayé. Toutefois, TDM ne peut offrir l'un des services les plus importants du portable : la possibilité de communiquer sans frais. En 2007, TDM a réalisé une campagne publicitaire télévisée mettant en scène un jeune homme qui essaie de jouer de la guitare mais qui est interrompu à plusieurs reprises par la sonnerie de son téléphone fixe. Chaque fois, il répond, mais il n'y a personne au bout du fil. Cette campagne publicitaire visait à démontrer ironiquement que l'utilisation d'un téléphone fixe est si économique qu'il est inutile d'envoyer des bips et qu'on peut se permettre de parler ! Paradoxalement, plusieurs Mozambicains ont retenu de la campagne que ce support de communication avait une fonctionnalité limitée. L'une des raisons pour lesquelles les téléphones portables sont si populaires dans le sud du Mozambique est justement le fait qu'ils peuvent être utilisés pour communiquer gratuitement. Il n'est toutefois pas socialement acceptable pour tout le monde de communiquer ainsi.

Si les télécommunications établissent une relation asymétrique entre un émetteur et un récepteur, c'est parce que l'une des parties en supporte les coûts. C'est en cela que l'usage du téléphone portable reflète les hiérarchies socio-économiques[44]. Par exemple, les usages du téléphone entre hommes et femmes sont marqués par l'idée que la femme doit être prise en charge par

42. Contrairement aux « Veuillez me rappeler SVP », les bips ne peuvent être envoyés que si le crédit de l'émetteur atteint un certain montant et comportent toujours le risque que le destinataire décroche son téléphone, entamant ainsi le crédit de l'émetteur. Par moments, des bips peuvent solliciter une réponse, dont la nature a été préalablement négociée entre l'émetteur et le destinataire. Par exemple, quelqu'un peut envoyer un bip pour signaler qu'il est arrivé. Dans certains cas, l'explication peut être plus complexe. Par exemple, certaines personnes envoient des bips pour se donner signe de vie (*sinal de vida*), comme un battement de cœur. Dans de tels cas, le « bipé » est censé répondre automatiquement au « bipeur » par un autre bip.

43. Jusqu'en 2007, les abonnés pouvaient appeler gratuitement jusqu'à trois contacts présélectionnés entre minuit et quatre heures du matin. Aujourd'hui, les deux opérateurs débitent 0,029 MTn par minute pour ces appels.

44. Dans cet article, je me focalise uniquement sur les usages téléphoniques en rapport avec les appels gratuits. L'« étiquette » téléphonique recouvre bien d'autres questions dont la portée dépasse cet article. Quand appeler ? Quand envoyer des textos ? Quel est le délai approprié avant de répondre ?

l'homme[45]. Les hommes sont par conséquent censés couvrir dans sa quasi-totalité le coût des appels vers les femmes qui, pour leur part, peuvent tenter de communiquer gratuitement en bipant leur interlocuteur ou en envoyant des « Veuillez me rappeler SVP ». Un homme qui envoie des « Veuillez me rappeler SVP » prend le risque de se ridiculiser. Concernant les hiérarchies générationnelles, il apparaît que l'usage du téléphone produit des règles plus ambiguës. Les plus jeunes, qui sont aussi plus dépendants, sont censés faire preuve de déférence envers les personnes âgées, qu'elles soient proches ou non. Certains enquêtés expriment des griefs à l'égard de l'attitude jugée « puérile » de jeunes qui envoient systématiquement des « Veuillez me rappeler SVP » à des parents plus âgés. Il apparaît toutefois que la variable générationnelle tend à être éclipsée par d'autres considérations, dont le sexe et le lieu de résidence. En effet, les personnes vivant en milieu urbain sont généralement censées prendre en charge les coûts de communication de parents résidant dans les zones rurales. Les personnes de même catégorie tels des amis du même sexe, ou des frères dans une situation financière similaire sont supposés couvrir eux-mêmes le coût de leurs appels respectifs. Ainsi, même si les réponses sont finalement interprétées dans leur contexte[46], l'étiquette téléphonique oriente et sert à mesurer les usages réels du téléphone mobile.

Les pratiques téléphoniques sont représentatives des hiérarchies socio-économiques et visent à traiter certaines inégalités en mettant la facture à la charge des plus nantis. Ces derniers doivent aussi, dans de nombreux cas, répondre aux sollicitations qui leur sont adressées *via* le téléphone. Il s'agit maintenant d'examiner de façon détaillée la manière dont les hiérarchies entre milieux ruraux et urbains (celles-ci, dans les cas présentés, se chevauchant avec les hiérarchies générationnelles) et entre les sexes se déploient dans la téléphonie mobile.

Renforcer les liens de parenté et fluidifier la redistribution

La communication par téléphone portable joue un rôle crucial dans le maintien des liens familiaux. Comme dans d'autres contextes, il rend aussi possible l'envoi d'une aide financière aux proches en facilitant le processus

45. J. S. Archambault, « Cell Phones and the "Commercialization" of Relationships : Expressions of Masculinity in Southern Mozambique », *in* S. Dewey et K. Bison (dir.), *Gender and Modernity in Youth Cultures*, Syracuse, Syracuse University Press, à paraître.
46. Voir aussi H. P. Hahn et L. Kibora, « The Domestication of… », art. cit. ; D. Slater et J. Kwami, *Embeddedness and Escape…*, *op. cit.*

de redistribution, de sorte que ceux qui reçoivent y jouent un rôle plus actif. Interrogé sur les raisons pour lesquelles il passe des coups de téléphone, Manuel, jeune homme d'Inhassoro (l'un des districts de la province d'Inhambane), répond :

> « J'appelle pour une vie meilleure » (*Chamo para uma vida melhor*).

En guise d'illustration, il explique comment il a harcelé son oncle qui travaille en Afrique du Sud pour obtenir une bicyclette :

> « Je l'ai bipé régulièrement et, après quelque temps, touché par ma détermination, il m'a envoyé un vélo[47] ! ».

À l'instar de Manuel, les jeunes adultes d'Inhambane utilisent régulièrement leur téléphone pour stimuler des réseaux familiaux de redistribution. Les envois de fonds sont ensuite faits par des canaux plus « traditionnels », en passant par des parents, des connaissances, ou de jeunes gens qui travaillent dans les entreprises de transports publics (*cobradores*)[48].

Lorsque j'ai rencontré pour la première fois Saulinha, une élève de 20 ans, elle était un peu gênée de me montrer son portable Nokia bas de gamme :

> « C'est un modèle bon marché mais j'ai juste besoin d'un téléphone pour mes appels. Tu vois, je suis étudiante ici, mais toute ma famille vit à Maputo et je compte vraiment sur eux. […] L'autre jour, j'avais besoin d'argent alors j'ai bipé mon père, mais il n'a pas répondu. Puis, l'une de mes amies est venue et elle avait du crédit dans sa carte SIM, mais ne disposait pas d'un téléphone. Nous avons échangé nos services : je lui ai prêté mon portable et à la fin elle m'a offert les messages gratuits[49] […]. J'ai pu envoyer un SMS à mon père pour lui demander 70 Mtn, ce qu'il m'a fait parvenir par l'entremise d'un chauffeur de minibus[50] ».

Comme le montrent ces deux exemples, les télécommunications jouent un rôle important dans le processus de redistribution. Dans ce schéma, ceux qui ne disposent pas d'un téléphone sont encore plus marginalisés qu'avant la diffusion de cette technologie. Gito a perdu ses deux parents pendant la guerre et, à l'âge de 19 ans, il tente de poursuivre ses études au lycée. Incapable

47. Entretien avec Manuel, jeune habitant d'Inhassoro, 3 novembre 2007.
48. Voir aussi F. de Vletter, *Migration and Development in Mozambique. Poverty, Inequality and Survival*, Cape Town, J. Crush, 2006, p. 20.
49. Toutes les recharges de crédit sont accompagnées de la possibilité d'envoyer gratuitement des SMS.
50. Entretien avec Saulinha, jeune habitante d'Inhassoro, 4 novembre 2007.

de se procurer un téléphone, il charge sa puce et essaie ensuite, avec plus ou moins de succès, de trouver un ami ou un voisin disposant d'un téléphone et pouvant le lui prêter :

> « Parfois, j'appelle la famille de mon père à Maputo pour m'aider en payant mes études [pensions et fournitures]. Ma survie dépend de la mendicité, que puis-je dire ? Mais je voudrais avoir mon propre portable ! Ainsi, ils pourront aussi me contacter et me dire s'ils peuvent m'envoyer un peu d'aide » [51].

Des chercheurs ont montré à quel point les liens sont durables entre urbains et ruraux, mais également la variabilité des modalités de maintien de ces liens [52]. Au sud du Mozambique, le fonctionnement de ces réseaux doit être replacé dans l'histoire de la main-d'œuvre migrante dans la région. Suite à la découverte, en 1867, de diamants dans la région de Kimberley et d'or dans la région du Witswatersrand, le paysage socio-économique a été fortement influencé par la migration de travail vers l'Afrique du Sud. À la fin du XIX^e siècle, la moitié des adultes mâles dans le sud du Mozambique étaient des travailleurs migrants [53]. Cette migration en est venue à jouer un rôle socio-économique essentiel dans la région : les ménages en dépendaient de plus en plus pour l'achat de denrées alimentaires, de semences et d'engrais [54], mais aussi de biens de consommation modernes rares tels des couvertures et des vélos [55]. Aujourd'hui, une grande partie des ménages, surtout en milieu rural, reste dépendante des transferts de fonds. Ceux qui migrent à la recherche de meilleures conditions de vie demeurent ainsi liés par des obligations de parenté envers ceux qu'ils laissent derrière eux [56]. Une enquête récente estime

51. Entretien avec Gito, jeune habitant d'Inhassoro, 3 novembre 2007.
52. P. Geschiere et J. Gugler, « The Urban-Rural Connection. Changing Issues of Belonging and Identification », *Africa*, 1998, vol. 68, n° 3, p. 309-319.
53. R. First, *Black Gold. The Mozambican Miner, Proletarian and Peasant*, Sussex, The Harvester Press, 1983 ; D. Webster, *Kinship and Co-operation. Agnation, Alternative Structures and the Individual in Chopi Society*, thèse de doctorat d'anthropologie, Grahamstown, Rhodes University, 1975.
54. W. S. Felgate, *The Tembe Thonga of Natal and Mozambique. An Ecological Approach*, Durban, University of Natal, 1982 ; M. Harris, « Labour Emigration among the Moçambique Thonga. Cultural and Political Factors », *Africa*, vol. 29, n° 1, 1959, p. 50-66 ; R. First, M. Forjaz et A. Manghezi, *O mineiro moçambicano : um estudo sobre a exportação de mão de obra em Inhambane*, Maputo, Centro Universidade Eduardo Mondlane, 1998 ; P. Harries, *Work, Culture, and Identity. Migrant Laborers in Mozambique and South Africa, c. 1860-1910*, Londres, James Currey, 1994 ; O. Roesch, « Renamo and the Peasantry in Southern Mozambique. A View from Gaza Province », *Canadian Journal of African Studies*, vol. 26, 1992, p. 462-484.
55. S. Arnfred, « Family Forms and Gender Policy in Revolutionary Mozambique (1975-1985) », *Travaux et documents du Centre d'étude d'Afrique noire (Bordeaux)*, n° 68-69, 2001, p. 36.
56. O. Roesch, « Renamo and the Peasantry… », art. cit., p. 465.

par exemple que 78 % des ménages mozambicains ont des parents travailleurs migrants qui leur envoient des fonds [57].

Jadis, les familles séparées restaient connectées et informées par des lettres distribuées par les compagnies minières ou par des migrants de retour au pays. Ce mode de communication était pourtant loin d'être idéal, car il occasionnait des retards et, surtout, il nécessitait souvent l'aide d'intermédiaires, non seulement pour la livraison des lettres, mais aussi pour la rédaction et la lecture. La radio a été et demeure encore un autre moyen important utilisé pour transmettre des messages aux parents éloignés. Pourtant, s'il est plus proche de la communication en temps réel, son caractère public voudrait qu'il soit seulement utilisé pour transmettre certains types de messages. Il est intéressant de noter que les téléphones portables sont généralement comparés aux lettres et à la radio plutôt qu'aux téléphones fixes. Toutefois, contrairement à ces autres modes de communication, la téléphonie mobile est perçue comme étant moins médiatisée, plus directe et remarquablement plus discrète.

La constance de ces liens est guidée par des obligations morales ainsi que par la tension entre l'accès à un certain statut social et l'envie que cela peut susciter. À Inhambane, il est de coutume de demander de l'aide aux autres. Refuser d'accéder à une demande implique soit qu'on n'a pas les moyens de répondre favorablement, soit qu'on préfère « manger seul ». La redistribution des ressources vient donc manifester le fait qu'on a réussi et qu'on jouit de la sécurité économique. De fait, ceux qui refusent de donner alors qu'ils le pourraient, c'est-à-dire ceux qui « mangent seuls », sont susceptibles d'être accusés de *gingar* (litt. : osciller). *Gingar* renvoie à un comportement jugé fortement asocial et marqué par le fait que celui qui refuse de donner se considère comme supérieur à celui qui demande. Celui qui refuse peut même se voir considéré comme hors de la société : en refusant son aide, il renonce également à son droit de demander de l'assistance à l'avenir. Bref, « le refus est laid » (*negar é feio*). Il existe des proverbes et des chansons qui soulignent la nature cyclique de la prospérité et, plus implicitement, avertissent des risques de sorcellerie qui guettent celui qui « mange seul ». La générosité peut, en retour, constituer un moyen de détourner de soi les envieux et ainsi opérer comme un traitement prophylactique contre la sorcellerie.

En définitive, les téléphones portables fluidifient et contribuent à renforcer les circuits préexistants de redistribution en permettant à ceux qui sont récepteurs en bout de chaîne, à l'instar de Manuel, Saulinha, Gito et tant d'autres, de jouer un rôle plus actif dans le processus de redistribution. C'est dans ce sens que les téléphones portables peuvent être considérés comme un

57. F. de Vletter, *Migration and Development…*, *op. cit.*, p. 15.

outil dans les stratégies individuelles de débrouille. Il importe toutefois de souligner que les modes de *desarascar* varient selon le genre. Les jeunes hommes sont censés gagner leur vie d'une manière ou d'une autre, et ce malgré le contexte peu favorable. Ils ont par conséquent des attentes limitées envers les réseaux de redistribution. Les étudiants sont par moments excusés mais, en général, les jeunes hommes occupent une place marginale aggravée par leurs obligations en tant que pourvoyeurs. Les jeunes femmes, en revanche, sont supposées solliciter l'aide de leurs parents et amis. Les réseaux personnels sur lesquels elles peuvent compter sont ainsi potentiellement plus larges que ceux des jeunes hommes.

"Chular" par téléphone, une économie sexuelle informelle

Au-delà de leur intégration dans les réseaux préexistants de redistribution familiale, les téléphones portables sont de plus en plus utilisés pour consolider et gérer des modes de redistribution fondés sur des relations intimes, qu'elles soient réelles ou potentielles. À Inhambane, la plupart des appels et des SMS sont émis entre des personnes habitant la ville et la plus grande part du trafic de télécommunications s'effectue entre personnes n'appartenant pas à la même famille[58]. Ces réseaux fondés sur des relations intimes doivent être compris comme intriqués aux modes locaux de redistribution présentés plus haut. Ils doivent être mis en relation avec des stratégies de survie genrées et un *ethos* sexuel particulier.

Isabella, jeune fille de 19 ans, se rend toute excitée un après-midi chez une amie pour lui raconter ce qui vient de lui arriver. Elle rentrait chez elle lorsqu'un homme lui a proposé de la déposer. Chemin faisant, ils se sont arrêtés dans un bar-restaurant. Isabella énumère les articles que l'homme lui a achetés et les deux filles additionnent tout ce qu'il a dépensé. Isabella, satisfaite, s'exclame : « donc il a un peu dépensé ! » (*Então gastou um poco* !). Elle se félicite ensuite de ne rien lui avoir donné en échange[59]. Isabella rapporte ainsi sa toute première expérience de *chular*. *Chular* est un terme du portugais mozambicain désignant le fait de profiter financièrement de quelqu'un ayant des attentes d'ordre sexuel. Il doit être compris comme l'une des déclinaisons de la débrouille.

Le *chular* repose aussi sur une philosophie sexuelle spécifique. Au sud du Mozambique, les hommes sont censés offrir quelque chose aux femmes après

58. Voir aussi J.-A. Dibakana, « Usages sociaux du téléphone… », art. cit.
59. Extraits de notes de terrain, 29 août 2007.

une relation sexuelle, surtout s'il s'agit d'une rencontre occasionnelle – une pratique très répandue en Afrique subsaharienne[60]. Une étude sur les relations sexuelles transactionnelles et transgénérationnelles à Maputo souligne à juste titre que : « les jeunes femmes ont appris que leur sexualité est une ressource à faire valoir (à cause des conditions structurelles et de l'équilibre entre les relations de genre et de pouvoir), et elles initient des démarches afin de recevoir des ressources financières d'hommes plus âgés en échange de services sexuels, souvent avec plusieurs partenaires afin de maximiser les gains[61] ». Une relation *chular* diffère cependant des relations purement transactionnelles[62] du fait de l'ambiguïté des termes de l'échange. Une jeune femme explique ainsi :

> « *chular* est un jeu. Si vous ne voulez pas parvenir à l'acte sexuel, tout ce qu'il vous faut, c'est de savoir parler (*basta ter bom papo*) afin de fermer les yeux du monsieur[63] ».

En d'autres termes, l'accès des femmes aux gains matériels dans des relations *chular* repose sur une offre de service sexuel qui peut ne jamais se matérialiser. Certaines femmes n'avouent jamais jouer à ce jeu alors que d'autres se vantent de leurs exploits. Les femmes peuvent s'engager dans des relations *chular* pour des besoins essentiels, mais aussi afin d'avoir accès à des biens de luxe tels que des vêtements à la mode, des boissons alcoolisées et des repas au restaurant. Les plus douées au *chular* réussissent à obtenir des gains en ne procurant leurs faveurs sexuelles que sporadiquement.

La plupart des jeunes femmes avec lesquelles j'ai travaillé envoient régulièrement des bips à leurs petits amis et prétendants dans l'espoir d'être rappelées et souvent avec l'intention de solliciter des services spécifiques. Les hommes ont tendance à rappeler dès qu'ils reçoivent des messages « Veuillez me rappeler SVP » et beaucoup affirment être embarrassés quand ils ne disposent pas d'unités pour le faire. L'embarras peut virer au stress aigu

60. P. Dover, « Gender and Embodiment. Expectation of Manliness in a Zambian Village », *in* L. Ouzgane et R. Morrell (dir.), *African Masculinities. Men in Africa from the Late Nineteenth Century to the Present*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, p. 181 ; J. Helle-Valle, « Understanding Sexuality in Africa : Diversity and Contextualized Dividuality », *in* S. Arnfred (dir.), *Re-thinking Sexualities in Africa*, Stockholm, Almqvist & Wiksell, 2004, p. 195-207 ; J. Cole, « Fresh Contact in Tamatave, Madagascar. Sex, Money, and Intergenerational Transformation », *American Ethnologist*, vol. 31, n° 4, 2004, p. 573-588.

61. K. Hawkins, F. Mussá et S. Abuxahama, *"Milking the Cow". Young Women's Constructions of Identity, Gender, Power and Risk in Transactional and Cross-generational Sexual Relationships (Maputo, Mozambique)*, Londres, Options/Population Service International, 2005, p. 3.

62. Voir J. Cole, « Fresh Contact in Tamatave… », art. cit.

63. Entretien avec Carolina, habitante d'Inhambane de 22 ans, 23 juillet 2007.

lorsque le « Veuillez me rappeler SVP » vient d'un numéro inconnu. Du fait de l'usage genré de ce type de message, l'homme qui le reçoit médite sur l'opportunité de répondre à ce qui est peut-être la sollicitation d'une jolie fille[64]. Pour me convaincre de la grande facilité avec laquelle on peut « obtenir des choses avec le portable », Mimi, une jeune femme de 25 ans, me fait une démonstration. Dans un premier temps, elle envoie un « Veuillez me rappeler SVP » à l'un de ses prétendants. Quelques secondes après, l'homme en question rappelle Mimi et elle lui demande de lui apporter du pain. Un peu plus tard, un monsieur se tient devant sa porte avec un sac de pain. Non seulement il a acheté le pain, mais il a aussi pris en charge l'appel le lui demandant.

En matière de sollicitations, certains hommes sont plus maniables que d'autres. Mikas par exemple, un homme de 31 ans éduqué et ayant un bon emploi, se plaint souvent des femmes qui se servent de lui, voulant en faire, selon ses termes, « un esclave ». Un jour, en ma présence, il reçoit un appel d'une jeune femme. Devinant déjà le but de cet appel, il répond en activant le haut-parleur. La femme va droit au but en lui demandant du crédit de communication. Après avoir raccroché, Mikas rit et déclare : « je suis un fou, je suis insensé. Je lui envoie du crédit mais elle va probablement l'utiliser pour appeler un autre homme ! ». Il relate également l'histoire d'une de ses amies qui l'a appelé récemment pour lui dire que tous ses effets avaient été volés. Mikas explique qu'il lui a alors donné de l'argent (1 000 MTn) en plus d'un crédit de recharge de 80 MTn afin qu'elle puisse le rappeler et qu'elle n'ait pas d'excuses pour ne pas le faire. Elle est toutefois parvenue à lui échapper car Mikas conclut sur un ton plaisantin : « chaque fois que je l'appelle, elle est en route soit pour l'église, soit pour l'école ! ». Mes conclusions sont à plusieurs égards proches de celles formulées par Brigitte Bagnol et Ernesto Chamo dans leur recherche sur les relations intergénérationnelles dans la région du Zambèze[65]. À Inhambane, les relations *chular* tendent aussi à être transgénérationnelles puisque les hommes qui sont « victimes » des demandes envoyées par téléphone portable sont en majorité des hommes plus âgés et ayant un emploi (comme Mikas). Les jeunes hommes sont cependant également sollicités par des bips et des « Veuillez me rappeler SVP » accompagnés de requêtes diverses, bien que moins dispendieuses, telles que des extensions

64. Il n'est pas rare de voir certaines utilisatrices dépasser leur seuil quotidien d'envoi des « veuillez me rappeler ». En d'innombrables occasions, des jeunes filles ont demandé à utiliser mon téléphone pour envoyer des « veuillez me rappeler ». Dans la plupart des cas, même s'il y avait souvent des exceptions, le destinataire rappelait mon numéro, même sans connaître l'identité de l'émetteur de la requête.

65. B. Bagnol et E. Chamo, *"Titios" e "Catorzinhas". Pesquisa exploratória sobre "sugar daddies" na Zambézia (Quelimane e Pebane)*, Maputo, DFID/PMG, 2003.

capillaires, de quoi déjeuner, du crédit de communication, etc. La précarité économique que connaissent beaucoup de jeunes hommes dans cette ville fait que pourvoir à ces demandes est un vrai défi, souvent impossible à relever[66]. En rendant de telles transactions discrètes et efficaces, la communication par téléphone portable affecte ainsi la socialité en rendant les relations plus onéreuses pour celui censé être le plus aisé.

Les débats locaux sur ces changements des modes d'accès à l'argent et aux autres biens sont émaillés de commentaires vifs sur la redéfinition des relations entre les sexes et entre les générations actuellement à l'œuvre dans le sud du Mozambique. Les parents auxquels j'ai parlé se plaignent par exemple de l'érosion des valeurs morales, contrastant avec un passé pas si lointain où la moralité leur semblait davantage respectée. Un certain nombre d'entre eux soulignent la façon dont les modalités changeantes d'accès à l'argent et aux autres biens transgressent les hiérarchies générationnelles. Selon les explications d'une maman,

> « les jeunes filles possèdent aujourd'hui des choses que même leur maman ne possède pas, c'est un énorme manque de respect. Avant, tout ce l'on possédait venait de son époux. Vous ne pouviez pas rentrer à la maison avec quelque chose, même pas un bonbon. Aujourd'hui, c'est le désordre[67] ».

D'autres parents tiennent la dissolution des rapports matériels sur lesquels reposait l'autorité parentale pour responsable de la commercialisation des relations et utilisent le terme de « pauvreté » comme un euphémisme désignant tout un ensemble de pratiques sociales répréhensibles. Une femme d'une cinquantaine d'années explique ainsi :

> « les jeunes nous accusent d'être des sorciers, mais c'est la pauvreté qui les oblige à parler ainsi. Les jeunes nous insultent et nous tuent. Ils se réveillent le matin et se rendent compte qu'il n'y a toujours rien à manger. Ils nous demandent de quoi manger mais ne nous croient pas quand nous disons que nous n'en avons pas. Les filles vont coucher avec n'importe quel homme qui leur donne de l'argent. Elles doivent chercher dehors puisqu'il n'y a rien à la maison. Je leur ai donné naissance et je les ai élevées et maintenant, au lieu de m'aider, elles reviennent avec d'autres enfants[68]. […] Dans le passé, les jeunes respectaient leurs parents, parce qu'il y avait à manger. Maintenant que les parents ont

66. J. S. Archambault, « Cell Phones and the "Commercialization"… », art. cit.
67. Entretien avec la mère de deux jeunes femmes, Inhambane, 31 août 2007.
68. Au moment de l'entretien, sa fille aînée vient d'accoucher de son deuxième enfant et sa benjamine est presque à terme. Les deux filles vivent avec leur mère et dépendent d'elle.

> du mal à nourrir leurs enfants, les enfants ne voient pas pourquoi ils devraient respecter leurs parents[69] ».

Ces paroles soulignent la redéfinition des hiérarchies entre générations, mais elles évoquent également la situation pénible dans laquelle de nombreuses femmes âgées se trouvent aujourd'hui. En effet, si les mères se plaignent de leurs enfants, elles critiquent aussi sévèrement les hommes plus âgés qui couchent avec des filles plus jeunes. « Nos ancêtres mouraient encore mariés. Maintenant, même mon propre père court après des lycéennes ! », s'indigne Lina, femme d'une quarantaine d'années et mère de trois enfants[70]. Dans l'ensemble, les hommes plus âgés se voient plus souvent critiqués que toute autre catégorie, compte tenu de l'intérêt particulier qu'ils trouvent à cette nouvelle économie morale. En somme, les grandes perdantes, si on peut dire, des transformations étudiées tout au long de cet article sont sans doute les femmes âgées, suivies de ces jeunes hommes économiquement marginalisés qui n'arrivent pas à répondre aux demandes des jeunes filles.

Personne parmi mes enquêtés ne conteste le fait qu'il y a toujours eu des femmes disposées à offrir des services sexuels en échange de biens matériels. Plusieurs habitants d'Inhambane estiment toutefois que les téléphones portables amplifient ce phénomène. « À l'heure des téléphones portables, *chular* n'est plus juste un jeu, c'est un sport ! » : telle fut la conclusion des échanges lors d'un *focus group* que j'ai organisé avec de jeunes hommes[71]. D'autres ont souligné la prolifération de pratiques autrefois réservées à une catégorie spécifique de femmes. Selon un Mozambicain âgé d'une vingtaine d'années,

> « il existe deux catégories de filles, les filles faites pour le mariage et celles avec qui jouer. Le problème, c'est que toutes les filles, ces jours-ci, sont très habiles avec leur téléphone portable et nous finissons par ne plus savoir qui est qui[72] ».

Un certain nombre de jeunes femmes avec lesquelles j'ai travaillé sont arrivées à la conclusion qu'elles auraient un mode de vie plus épanoui en s'engageant dans des relations avec plusieurs hommes plutôt qu'en se préservant pour le mariage. Les téléphones portables sont donc arrivés à un moment où les relations de nuptialité, d'entrée en couple et, plus largement,

69. Entretien avec une habitante d'Inhambane d'une cinquantaine d'années, 30 août 2007.
70. Entretien avec Lina, une habitante d'Inhambane d'environ 40 ans, 31 août 2007.
71. Notes de terrain, Inhambane, 15 novembre 2007.
72. Entretien avec Pascual, Inhambane, 15 août 2007.

les relations intergénérationnelles et de genre se voient redéfinies [73]. Les télécommunications sont alors considérées par beaucoup comme participant à l'exacerbation de ces transformations.

Dans le sud du Mozambique, l'accroissement des disparités est ressentie comme particulièrement douloureuse en raison d'une part de l'héritage du socialisme qui plaçait l'égalité au centre de sa rhétorique et, d'autre part du passage brutal d'une économie de guerre d'extrême pénurie à une économie caractérisée par un afflux de biens de consommation modernes qui restent toutefois hors de portée de la majorité. À Inhambane, les imaginaires locaux sont en outre travaillés par la présence de plus en plus nombreuse de touristes qui traversent la ville en voiture climatisée et affichent leurs richesses. Le développement de nouvelles technologies vient donc à point nommé car il incarne l'élargissement des choix et offre de nouveaux moyens d'atténuer les inégalités d'accès aux ressources selon la position de chacun dans les rapports générationnels et de genre. De ce fait, les pratiques de téléphonie mobile symbolisent les disparités socio-économiques mais jouent également un rôle décisif dans la négociation des inégalités. L'accès différencié à ces technologies engendre toutefois de nouvelles formes d'exclusion. En effet, si les réseaux de redistribution sont devenus plus efficaces avec l'arrivée du téléphone portable, ils sont aussi devenus plus contraignants pour ceux censés être les mieux lotis. Divers auteurs ont montré que la prédominance des obligations de parenté compromet le développement en canalisant les ressources vers ceux qui les consomment, empêchant ainsi les investissements [74]. Les implications des transformations des réseaux de redistribution engendrées par le développement de la téléphonie mobile sont donc potentiellement sérieuses [75]. Il peut sembler ironique qu'un symbole aussi puissant de la mondialisation contribue *in fine* à éloigner davantage les gens des idéaux capitalistes… Plusieurs personnes à Inhambane estiment toutefois que les téléphones portables contribuent au développement. Quand ils le disent, cependant, ils font allusion à cette toute nouvelle possibilité de communiquer de manière moderne. Le terme de *développement* est en effet bien souvent confondu avec celui de modernisation, qui renvoie dans les définitions locales

73. J. S. Archambault, « Cell Phones and the "Commercialization"… », art. cit.
74. J. Hanlon, « Is Poverty Decreasing… », art. cit. p. 12-13.
75. Pour une interprétation semblable du cas jamaïcain, voir H. Horst et D. Miller, *The Cell Phone…*, *op. cit.*

à une approche linéaire du progrès[76]. Le portable, comme le téléviseur et les autres biens de consommation, est présenté comme *étant* le développement et l'accès à celui-ci contribue au façonnage des identités sociales[77]. Technologie qui contribue à fluidifier les circuits de redistribution, le téléphone portable est ainsi jugé avec ambivalence, tantôt comme un outil de conquête d'une certaine forme de liberté, tantôt comme un instrument de renforcement des obligations pesant sur ceux censés être les plus nantis.

Le développement des télécommunications a été présenté comme « la grande *success story* de l'Afrique, peut-être la seule[78] ». Cependant, parler de *success story* fait encourir le risque de simplifier des dynamiques sociales complexes ou, pire, de représenter de manière erronée la réalité des points de vue et des expériences ■

Julie Soleil Archambault
School of Oriental and African Studies
Université de Londres
Traduction : Nadine Machikou Ngaméni

Abstract

The mobile phone craze: a chapter in the Mozambican "success story"?

This article explores the relationship between Mozambique's so-called "success story" and the rapid spread of mobile phones in recent years, in an attempt to shed light on the dynamics of transformation underway in the country, namely growing disparity and changing patterns of accumulation and redistribution. Drawing on research conducted in Inhambane, Southern Mozambique, it examines some of the implications telecommunication is having on sociality and argues that mobile phone practices not only reflect and reproduce social hierarchies, but also participate in the negotiation of inequalities.

76. Voir aussi J. Ferguson, « Of Mimicry and Membership. Africans and the "New World Society" », *Cultural Anthropology*, vol. 17, n° 4, 2002, p. 551-169.
77. Voir aussi K. Hawkins, F. Mussá et S. Abuxahama, *"Milking the Cow". Young women…, op. cit.* p. 10.
78. R. Butler, « Cell Phones May… », art. cit.